



## **Forum Mondial sur les Politiques d'Inclusion Financière (GPF) de l'AFI**

Sous le thème : « Exploration de la diversité, promotion de l'inclusion »

**Mot d'ouverture de Monsieur Abdellatif JOUAHRI**

**Wali de Bank Al-Maghrib et Président de la 40<sup>ème</sup> session du Conseil des Gouverneurs des  
Banques Centrales Arabes**

**14 septembre 2017**



« La diversité culturelle est une force motrice du développement et un atout indispensable pour atténuer la pauvreté et parvenir au développement durable » - Unesco

**Excellence Monsieur le Président de la République Arabe d'Égypte ;  
Excellence Monsieur le Premier Ministre ;  
Madame la Ministre de la Planification, du Suivi et de la Réforme de l'administration;  
Monsieur le Directeur Général et Président du Conseil d'Administration du Fonds Monétaire Arabe ;  
Monsieur le Gouverneur de la Banque Centrale de l'Égypte ;  
Monsieur le Directeur exécutif de l'AFI;  
Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,  
Mesdames et Messieurs les membres et partenaires de l'AFI ;  
Chers collègues ;  
Mesdames, Messieurs,**

Je ressens un grand honneur de participer aujourd'hui au Forum Mondial sur les Politiques d'Inclusion Financière d'autant plus qu'il se tient, pour la première fois, dans notre région arabe et dans notre pays frère qu'est l'Égypte.

Je tiens, en premier lieu, à féliciter les organisateurs, la Banque Centrale d'Égypte et l'Alliance pour l'Inclusion Financière, d'avoir pris l'initiative de nous réunir autour du thème « Exploration de la diversité, promotion de l'inclusion », en vue d'unir et de renforcer nos efforts pour mettre en place une finance inclusive favorisant le développement socio-économique de nos pays.

Ce thème nous rappelle que la diversité de nos pays fait la force et la richesse de notre réseau et représente un atout majeur pour lutter contre la pauvreté et atteindre nos objectifs communs de développement durable.

Mesdames et Messieurs

Comme vous le savez, l'inclusion financière est devenue un facteur important d'efficacité économique et d'équité sociale. En effet, les organisations internationales et les instances de normalisation, notamment la Banque Mondiale, le G20, les Nations Unies et la Banque



des Règlements Internationaux, ont depuis près d'une décennie souligné la nécessité pour les pouvoirs publics d'adopter des politiques et des stratégies nationales pour surmonter les facteurs d'exclusion et offrir aux populations, individus et entreprises, un environnement financièrement inclusif.

Elles ont également mis en évidence l'importance des alliances aussi bien au niveau national, régional qu'international pour renforcer l'efficacité des politiques d'inclusion financière.

L'AFI, pour sa part, encourage et soutient de plus en plus les initiatives régionales pour transmettre ses valeurs qui s'affirment de plus en plus au niveau international. C'est ainsi qu'elle a accompagné la naissance de 3 initiatives régionales : l'Initiative Africaine sur les Politiques de Services Financiers via la Téléphonie Mobile, l'Initiative Régionale des Iles du Pacifique ainsi que l'Initiative pour l'Inclusion Financière dans l'Amérique Latine et les Caraïbes. Ce modèle a prouvé sa pertinence, en favorisant l'analyse approfondie des barrières spécifiques à chaque région et le développement de politiques efficaces et adaptées au contexte social et économique des populations.

Ces initiatives régionales ont, par ailleurs, permis de mettre à la disposition des décideurs et régulateurs des politiques pratiques et testées ainsi que des principes réglementaires cohérents et proportionnels qui permettent de réconcilier, de manière complémentaire, les objectifs d'inclusion financière avec la mission de stabilité et d'intégrité financière.

Mesdames et Messieurs,

Selon les résultats de la dernière enquête FINDEX de 2014, seulement 29% des adultes dans le monde Arabe ont accès aux services financiers formels contre 69% en Asie de l'Est et au Pacifique à titre d'exemple. Ce taux ne dépasse pas 24% pour ce qui est des femmes et est seulement de 7% pour les populations à bas revenus et les jeunes de 15 à 24 ans. Sans tenir compte des migrants et des réfugiés, dont le nombre ne cesse d'augmenter dans notre région, et qui semblent être exclus du système financier formel.

S'agissant des petites et moyennes entreprises, il s'avère qu'uniquement une PME sur cinq dispose d'un crédit même si elles représentent plus de



80% du tissu économique de la région et que leur besoin dépasse de plus de trois fois l'offre de financement.

Ces chiffres masquent de plus, des disparités significatives entre les pays de la région. A titre d'exemple, si le taux de bancarisation dans certains pays ne dépasse pas 10%, ce taux excède 70% dans d'autres.

Face à cette situation alarmante, les banques centrales, souvent en dehors de tout mandat explicite au niveau des lois les régissant et avec le support du Fonds Monétaire Arabe, ont érigé l'inclusion financière en tant qu'axe principal de leurs stratégies dans l'objectif de réduire la pauvreté, favoriser la transition du secteur informel vers l'économie formelle, maintenir la stabilité et l'intégrité financière et stimuler la croissance économique.

Elles ont, dans ce cadre, établi des plans d'actions spécifiques aux différentes catégories de la population et des entreprises, tout en veillant à leur protection.

Dans ce sens, le Conseil des Gouverneurs des Banques Centrales Arabes a décidé, dès octobre 2012 lors de sa réunion tenue au Koweït, de mettre en place, au sein du FMA, un groupe de travail spécifique aux questions relatives à l'Inclusion Financière dans la région MENA, et l'a chargé de proposer des mesures susceptibles de contribuer à l'amélioration de l'accès et l'usage de services financiers, de soutenir la mise en œuvre des normes internationales relatives à cette thématique et de permettre l'échange d'expériences et d'expertise entre les pays arabes.

En collaboration avec nos partenaires internationaux, ce groupe a concentré ses efforts sur les questions critiques de la région notamment celles relatives aux données de l'inclusion financière, à l'inclusion financière des femmes, à l'éducation financière, à la protection du consommateur et au cadre légal des FINTECH. Les conclusions de ses travaux sont présentées lors des réunions annuelles de notre conseil pour approuver les plans d'actions à adopter par les pays arabes et en suivre la mise en œuvre effective.

C'est ainsi que le Conseil a approuvé, lors de sa dernière réunion tenue à Rabat en 2016, l'adoption du 27 Avril de chaque année en tant que journée arabe de l'inclusion financière dans l'objectif de contribuer à la



sensibilisation de tous les intervenants dans les pays arabes à l'importance de l'inclusion financière.

Cette journée est devenue l'occasion pour renouveler l'engagement de la région à atteindre les objectifs de développement durable à l'horizon 2030.

Il me plaît de souligner ici, le soutien et l'appui du Fonds Monétaire Arabe pour accompagner les efforts de notre région dans sa quête à surmonter les défis qu'il lui reste à relever.

C'est dans ce sens que le FMA a pris l'initiative de joindre les efforts de la région à ceux de l'AFI et de la GIZ dans le cadre de l'initiative tripartite « FIARI », à même d'instaurer un modèle inclusif qui permettra de dépasser les barrières à l'accès et à l'usage des services financiers formels et de renforcer les partenariats.

Une telle coopération sera un des facteurs déterminants pour appuyer et accélérer la mise en œuvre de nos politiques et stratégies tout en établissant un cadre d'échange continu sur les meilleures pratiques.

Bank Al-Maghrib, étant membre de l'AFI depuis 2010 soutient l'initiative « FIARI » et considère qu'elle mettra à la disposition de notre région le retour d'expérience de ses membres ainsi que le savoir-faire de ses experts pour renforcer l'efficacité de nos travaux.

A ce titre, je saisis l'occasion qui m'est offerte ici pour inviter mes collègues Banques Centrales Arabes à rejoindre l'AFI, aux côtés de l'Egypte, la Jordanie la Palestine et du Maroc. Cette adhésion renforcera sans aucun doute la position de notre Région au sein de cette organisation et la rendra plus influente.

Mesdames et Messieurs,

Au Maroc, l'inclusion financière a été érigée en tant qu'engagement fort de Bank Al-Maghrib qui a fait de celle-ci, depuis 2007, un de ses objectifs majeurs et l'un des principaux vecteurs d'une stratégie globale de développement du secteur financier à l'horizon 2020, et visant à la fois l'approfondissement du marché bancaire national, le développement des marchés de capitaux et le positionnement de notre pays en tant que hub financier régional.



D'ailleurs, notre engagement à promouvoir l'accès et l'usage de services financiers de qualité sur des bases saines et solides a été annoncé en 2013 à travers la déclaration de Maya et réaffirmé en 2016 dans le cadre de la feuille de route d'alignement du secteur financier aux objectifs de développement durable à l'occasion de la COP 22 tenue à Marrakech.

Dans ce contexte, notre engagement s'est traduit par de nombreuses actions que nous avons entreprises, avec l'implication des acteurs publics et privés, et qui ont porté sur l'ensemble des dimensions de l'inclusion financière notamment la bancarisation des différents segments de la population, l'éducation financière, la protection du consommateur, le financement des TPME et la promotion de l'innovation dans les offres des institutions financières.

Ces avancées n'ont pas manqué d'être soulignées par la Banque Mondiale et le FMI lors de leur dernière mission d'évaluation du secteur financier FSAP conduite en 2015 et démontrées par l'évolution du taux de bancarisation qui a atteint 70% à fin 2016 alors qu'il ne dépassait pas 25% dix années plus tôt.

Cela dit, force est de reconnaître que nous avons encore des défis à relever : les disparités entre le monde rural et urbain, entre les genres, l'amélioration de la qualité des données et le développement d'un dispositif efficace de mesure d'impact. Ces défis nous rappellent à la nécessité de continuer à unir nos efforts, aussi bien au niveau national, régional qu'international, et à nous mobiliser de manière globale et harmonisée pour apporter une réponse adéquate à l'ensemble de ces défis.

Face à cette situation, nous nous sommes engagés à traiter ces disparités, dans le cadre d'une stratégie nationale d'inclusion financière de long terme, que nous sommes en train de finaliser avec le Ministère des Finances et en collaboration avec l'ensemble des parties prenantes publiques et privées.

Dans le cadre de cette stratégie et conscients du rôle essentiel de l'inclusion financière des femmes dans la stimulation d'une croissance inclusive, nous joignons notre voix à celle de l'AFI pour réduire l'écart entre les genres, dans le cadre du plan d'action de Denarau.



Mesdames et Messieurs,

Je reste convaincu que ce forum, vu le thème qu'il s'est choisi, la qualité de ses workshops et fort de la diversité culturelle de ses membres dégagera de nouvelles résolutions qui nous permettront à nous tous de parvenir à réaliser nos objectifs de développement inclusif et durable.